

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

JEUDI 24 SEPTEMBRE 2026



ORTHOPHONIE : FACE À L'ENLISEMENT, L'URGENCE D'UNE NÉGOCIATION CONVENTIONNELLE

La Fédération Nationale des Orthophonistes a saisi ce jour le Premier ministre et quatre membres du Gouvernement. Elle lance une pétition auprès des 24 000 orthophonistes de France et sera reçue la semaine prochaine par la ministre de la Santé.

Plus d'un demi-million de patients attendent aujourd'hui un rendez-vous chez une orthophoniste. Dans certains territoires, l'attente atteint deux, voire trois ans. Derrière ce chiffre, il y a des enfants dont les troubles du langage s'aggravent, des adultes qui ne retrouveront pas leurs capacités de communication après un AVC, des personnes âgées dont les troubles de la déglutition empirent faute de soins.

Cette situation n'est pas le produit d'un manque de vocations. La filière est l'une des plus plébiscitées de France, mais son taux d'admission est seulement de 3%. Elle est le produit d'une incapacité durable à planifier une offre de formation suffisante, et d'un enlèvement du statut des orthophonistes salariées dont les conséquences s'enchaînent : postes salariés vacants, retards de prise en charge, report sur le cabinet libéral de patients qui relèvent d'un plateau technique pluridisciplinaire, pénurie de terrains de stage – et donc goulot d'étranglement sur la formation elle-même.

À ces urgences s'ajoute l'usure. 81% des orthophonistes se sentent fréquemment surmenées au travail, nombre d'entre elles présentent des signes d'épuisement et envisagent ou mettent en œuvre une reconversion. Une profession féminine à 97 %, dont le revenu recule en euros constants depuis plus de quinze ans, ne peut pas indéfiniment absorber une demande de soins qui augmente.

La revalorisation de l'exercice conventionné n'est pas une revendication de confort. Elle est la condition du maintien de leur engagement quotidien pour les patients, pour les milliers de situations cliniques qu'elles prennent en soin chaque jour. Nous attendons la même considération que les autres professions de santé récemment revalorisées. Ce que la FNO demande depuis des mois, et qu'elle demande à nouveau aujourd'hui aux plus hautes autorités de l'État, c'est l'ouverture de véritables négociations conventionnelles, et le cadrage politique sans lequel elles n'aboutiront pas.

Une pétition est diffusée à compter de ce jour auprès de l'ensemble des orthophonistes. La FNO sera reçue la semaine prochaine par Stéphanie Rist, ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes en situation de handicap. Les orthophonistes attendent une décision courageuse. #DesNégosPourLesOrthos

Le bureau fédéral de la FNO